



## L'Internationale des Services Publics mène une initiative mondiale en faveur du droit de grève

Menés par les membres de la fédération syndicale mondiale, Internationale des Services Publics (ISP), des dirigeant(e)s syndicaux du monde entier ont participé à la « Route de la Honte », le mercredi 4 juin, à Genève ainsi que dans 10 autres villes du monde, pour exiger le respect du droit de grève de tous les travailleurs et travailleuses et attirer l'attention sur les pays qui violent constamment les droits syndicaux.

Les affiliés de la PSI ont organisé des « Routes de la Honte » en Argentine, au Bangladesh, au Chili, au Guatemala, en Indonésie, au Japon, au Paraguay, au Panama, au Pérou et en Corée du Sud. Au Chili et au Paraguay, l'initiative a été prise par les Comités de jeunes de la PSI, tandis qu'au Pérou, cette action a coïncidé avec une journée de grève nationale.

En Argentine, ainsi qu'au Guatemala et au Panama, des réunions se sont tenues avec le gouvernement et les missions des pays visés. Les affiliés du Bangladesh ont formé une chaîne humaine devant le club de presse à Dhaka afin d'attirer l'attention sur les violations des droits des travailleurs et travailleuses dans le monde entier.

Parmi les intervenants de la « Route de la Honte », à Genève, figuraient des dirigeants syndicaux d'Algérie, de Biélorussie, d'Equateur, de Corée du Sud – où les syndicats indépendants sont réprimés par le gouvernement –, et du Guatemala – où des dizaines de syndicalistes ont été assassinés ces dernières années.

Nous avons également pu entendre comment la solidarité internationale a contribué au rétablissement des droits des employé-e-s des Nations Unies. La PSI s'est également félicitée de la participation et contribution d'autres syndicats mondiaux, tels que l'IE, l'UITA, l'ITF, IndustriALL et la CSI.

La date du 4 juin correspondait aussi au 25<sup>e</sup> anniversaire du massacre de la place Tiananmen, que nous avons commémoré. Aucun gouvernement n'a le droit de réprimer et tuer ses citoyen-ne-s ! Le mouvement syndical exige le respect des droits humains et des droits des travailleurs et travailleuses, y compris dans le secteur informel.

La « Route de la Honte » s'est déroulée pendant la 103<sup>ème</sup> Conférence internationale du Travail (CIT), à Genève. L'un des enjeux de la conférence annuelle est de déterminer si les pays respectent leurs obligations en matière de droits des travailleurs et de leurs syndicats en vertu des conventions de l'Organisation internationale du Travail. Parmi les pays dont la situation est particulièrement préoccupante figurent notamment l'Algérie, l'Egypte, le Swaziland, la Turquie, la Grèce, le Portugal, l'Espagne, la Croatie, la Géorgie, le Canada, le Guatemala, l'Equateur, le Paraguay, le Pérou, le Honduras, la Colombie, Haïti, la Corée du Sud, le Bangladesh, le Cambodge et l'Indonésie.

Rosa Pavanelli, Secrétaire générale de la PSI, déclare : « Le secteur public est frappé par une attaque concertée à l'échelle mondiale, aussi bien dans les pays émergents où les affiliés de la PSI luttent pour une pleine reconnaissance des droits des travailleurs, que dans de nombreux autres pays où des mesures d'austérité et de privatisations affaiblissent les syndicats et sapent les droits des travailleurs. Nous exigeons la justice sociale et la protection des droits des travailleurs plutôt que des sociétés où la violation des droits de l'Homme est la norme ».

Alors que certains pays exportent leurs modèles antisocial et anti-travailleurs, les chaînes d'approvisionnement mondial et les accords commerciaux secrets rendent les droits des travailleurs et travailleuses hors de portée de millions de personnes. Ce nivellement par le bas doit cesser. La vie des gens vaut plus que les profits !

Pavanelli déclare également : « Trop de gouvernements préfèrent agir dans l'intérêt d'une minorité, et c'est pourquoi la hausse des inégalités continue de s'accélérer à l'échelle mondiale. Nous devons investir dans des conditions de vie et de travail décentes, soutenues par des services publics de qualité. Nous revendiquons le droit de grève pour tous les travailleurs, du secteur public comme du secteur privé. Tous les travailleurs ont droit à une protection sociale ainsi qu'à des conditions de travail et un salaire décent. Les méthodes traditionnelles qui consistent à s'engager dans le cadre de la

media release... communiqué de presse... comunicado de prensa...

politique mondiale ne parviennent pas à produire des résultats concrets pour les droits de l'Homme. Nous nous tenons aux cotés des millions de travailleurs qui luttent pour leurs droit et qui ne cèdent pas. La solidarité internationale nous rend plus forts ».